

● LE GÉNÉRAL-MAJOR CHENGRIHA:

"Nous devrions réfléchir sérieusement à l'exportation de nos produits vers les industries militaires"

(P3)



LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

FACE À LA HAUSSE DES CAS DE CONTAMINANTS PAR LE CORONAVIRUS

● TRANSITION ÉNERGÉTIQUE:
L'Algérie et l'Allemagne visent à renforcer leur coopération

(P3)

Le Premier ministre écarte la fermeture des écoles



● RÉFORME FISCALE EN ALGÉRIE :
Une urgence la plus absolue

(P4)

La démocratie et le développement sont des éléments inséparables

(P5)

Les houthis, prochaine cible de l'administration Trump ?

(P16)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a exclu la fermeture des écoles suite à la hausse du nombre élevé d'infections au coronavirus dans une déclaration hier, depuis la wilaya de Tipaza où il a lancé la campagne nationale de reboisement. "Pourquoi fermons-nous des écoles? Y a-t-il un pays au monde qui a fermé ses écoles? S'est-il demandé.

(Lire en Page 3)

L'UNICEF recommande d'éviter une éventuelle "perte de génération" due aux dommages causés par la COVID-19

(P4)

NAPEC North Africa Petroleum Exhibition & Conference

NAPEC 2021
10th NORTH AFRICA PETROLEUM EXHIBITION & CONFERENCE

15th-18th March 2021
at Oran International Convention Center, Algeria

10th ANNIVERSARY

NAPEC est le plus grand salon professionnel international des hydrocarbures et de l'énergie en Afrique et en Méditerranée

30000 Attendees	600 Exhibitors	135 Speakers
16000 Exhibition Space	1500 Delegates	60 Countries

+213 550 496 061 +213 770 610 861
pio@napec-dz.com contact@napec-dz.com
www.napec-dz.com

Les pièges à éviter pour réussir la campagne de vaccination en France, selon un chercheur



La France est marquée par une forte présence du mouvement des anti-vaccins à cause de laquelle l'État devra réaliser une solide campagne d'information pour la vaccination de masse annoncée pour début 2021, estime le professeur et pharmacologue Bernard Bégaud. En cas d'échec, "on risque le crash".

Sur fond d'annonces de préparation d'une campagne de vaccination massive en France en 2021, le professeur Bernard Bégaud a évoqué dans un entretien au Parisien les pièges que le gouvernement devra éviter pour réussir.

Alors que de nombreux vaccins montrent une efficacité supérieure à 90%, l'ancien président de la commission sur les essais cliniques à l'Agence du médicament (1994-2008) a pointé le risque "d'avoir d'un côté des laboratoires omniprésents sur le devant de la scène" et de l'autre "une montée en puissance des anti-vaccins et des complotistes sur les réseaux sociaux, sans parole publique au milieu".

Un homme en djellaba prie Allah dans la cathédrale de Clermont-Ferrand, la police intervient



Un homme vêtu d'une djellaba a attiré l'attention des forces de l'ordre alors qu'il entonnait des chants musulmans dans la cathédrale de Clermont-Ferrand. Il s'est avéré qu'il s'y était rendu car la mosquée était fermée. Les fonctionnaires l'ont laissé libre. Les forces de l'ordre sont intervenues en milieu de matinée du 19 novembre dans la cathédrale de Clermont-Ferrand alors qu'un individu en djellaba y faisait des prières et des chants en arabe, relate La Montagne.

Les policiers ont été alertés sur place par des soldats de l'opération Sentinelle, en patrouille dans le secteur, après avoir entendu des chants venant de l'intérieur de l'enceinte sacrée catholique.

Selon le média, l'homme vêtu d'une djellaba aurait dit aux fonctionnaires être venu prier dans la cathédrale car la mosquée était fermée. En outre, il n'a manifesté aucun signe d'agressivité.

La Montagne indique que les policiers l'ont laissé libre après avoir vérifié son identité parce que son geste ne constituait pas une infraction.

Fourniret, actuellement en réanimation, avait indiqué le lieu où il dit avoir enterré Estelle Mouzin, selon franceinfo

Hospitalisé en réanimation, le tueur en série Michel Fourniret a indiqué un lieu précis où il dit avoir enterré le corps d'Estelle Mouzin, relate franceinfo citant des sources concordantes. Hospitalisé en réanimation, le tueur en série Michel Fourniret a indiqué un lieu précis où il dit avoir enterré le corps d'Estelle Mouzin, relate franceinfo citant des sources concordantes.

Ces peuples s'adaptent mieux aux infections au coronavirus, selon des scientifiques

Des peuples d'Asie de l'Est présentent des capacités d'adaptation aux infections au coronavirus, indiquent des scientifiques américains et australiens dans leur étude publiée le 16 novembre. Selon eux, l'immunité innée des habitants de cette région s'est formée sur plusieurs milliers d'années.

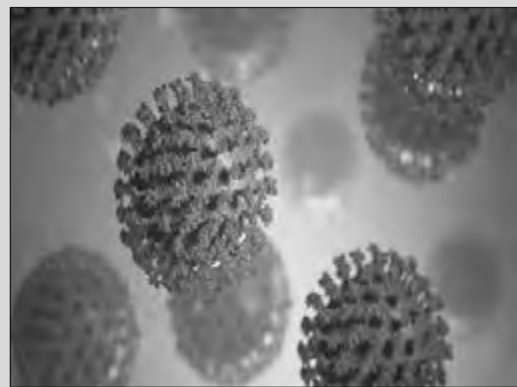
Des scientifiques de l'université d'Adélaïde en Australie et de l'université nationale australienne, ainsi que de l'université d'Arizona aux États-Unis ont découvert que l'adaptation aux infections au coronavirus chez les peuples d'Asie de l'Est a débuté il y a 25.000 ans, indiquent les résultats de l'étude publiés le 16 novembre sur le site bioRxiv.

Lors de cette étude, les scientifiques ont étudié 26 populations différentes des cinq continents et sélectionné des protéines qui interagissent des souches de coronavirus (CoV-VIP).

Il s'est avéré que les Asiatiques de l'Est ont un ensemble de 42 gènes CoV-VIP qui sont trois fois plus actifs contre les coronavirus que les autres. Les gènes CoV-VIP les plus anciens remonteraient à 900 générations.

Les auteurs de l'étude estiment que des épidémies de coronavirus se sont produites régulièrement en Asie de l'Est d'il y a 25.000 à 5.000 ans, ce qui a conduit à la formation d'une immunité héréditaire au sein de la population.

Les scientifiques espèrent que ces gènes qu'ils ont identifiés en rapport avec la nouvelle infection au coronavirus aideront à développer la bonne stratégie épidémiologique, à cibler la distribution des vaccins et à ajuster les méthodes de traitement.



Le Pentagone met au point un avion militaire sans aileron ni gouvernail



Ni aileron ni gouvernail ni volet. Un avion expérimental est en cours de développement dans le cadre d'un projet présenté pour la première fois par l'agence de recherche et développement du Pentagone, en collaboration avec la société Aurora Flight Sciences de Boeing.

Aurora Flight Sciences, société de Boeing, développe un avion expérimental reposant sur la technologie du contrôle actif des écoulements pour un aérodynamisme maximal dans le cadre d'un nouveau contrat de la DARPA, agence du Pentagone chargée de la recherche et du développement, indique le site de la société.

Dans le cadre du projet CRANE (Contrôle des avions révolutionnaires avec de nouveaux effecteurs) de la DARPA, Aurora développera en partenariat avec Boeing et l'université de l'Arizona des outils et une technologie pour intégrer le contrôle actif des écoulements dans les premiers stades de la conception de l'avion pour une démonstration ultérieure dans un X-plane.

Au cours de cette phase 0, Aurora étudiera pendant un an les conceptions compatibles avec le contrôle actif des écoulements dans plusieurs domaines de mission pour identifier un concept de démonstrateur de plan X. La phase 1 suivra avec la conception préliminaire d'un démonstrateur X-plane.

"En collaboration avec la DARPA, nous élaborons des approches fondamentalement nouvelles de la conception des avions et nous sommes impatients d'explorer des configurations qui changent la donne".

Annoncé pour la première fois en août 2019, le projet CRANE exclut les grandes surfaces mobiles externes comme les ailerons, gouvernails, volets, ascenseurs et surfaces d'assiette, la vectorisation mécanique des gaz d'échappement des réacteurs ou encore d'autres dispositifs de commande aérodynamique mobiles traditionnels.

Un jeune youtubeur détruit l'unique Pagani Huayra Roadster du monde, à 3.4 millions de dollars

La seule Pagani en fibre de carbone violette au monde a été détruite dans un accident au Texas. Le fils du milliardaire Tim Gillean aurait perdu le contrôle de la voiture et l'aurait accidentée contre un arbre. "Ça arrive", a plus tard déploré le jeune youtubeur.

Un youtubeur de 17 ans a détruit la voiture de son père, à Dallas, au Texas. Ce modèle très rare, la Pagani Huayra Roadster, appartient à Tim Gillean, un milliardaire qui a fondé une société de capital-investissement à Dallas possédant nombre de voitures de ce genre.

Acquise par son propriétaire actuel en 2019, c'était la seule Pagani en fibre de carbone violette au monde, dont le coût est estimé à 3,4 millions de dollars.

Le conducteur, le jeune Gage Gillean, aurait perdu le contrôle de la voiture et l'aurait accidentée contre un arbre. Des images relayées sur le Net montrent la supercar détruite sur le bord de la route, tous les airbags semblent avoir été déployés, alors que la porte du conducteur repose sur le trottoir.

L'adolescent est sorti de cet accident sans blessure grave. Après le choc, il a posté sur Instagram sa photo avec son bras gauche en écharpe.

"Ça arrive. Je remercie Dieu pour cette seconde chance dans la vie. Le crash aurait pu nous laisser avec des blessures pires ou même morts", a-t-il écrit dans sa story sur Instagram.



FACE À LA HAUSSE DES CAS DE CONTAMINANTS PAR LE CORONAVIRUS

Le Premier ministre écarte la fermeture des écoles

PAR : MED WALI

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a exclu la fermeture des écoles suite à la hausse du nombre élevé d'infections au coronavirus dans une déclaration hier, depuis la wilaya de Tipaza où il a lancé la campagne nationale de reboisement.

"Pourquoi fermons-nous des écoles? Y a-t-il un pays au monde qui a fermé ses écoles? S'est-il demandé. " S'il y a des problèmes qui apparaissent nous les prendrons en considération sur place sans porté préjudice de l'intérêt de l'élève ". Le Premier ministre a souligné qu'il est important de mettre l'accent sur la prévention et le respect du protocole de santé dans les écoles, collèges et lycées ainsi que l'Université, appelant les parents d'élèves, les syndicats et tous les fonctionnaires du système éducatif à " s'unir et mener une action nationale et responsable pour protéger nos enfants. " Le Premier ministre a estimé que l'Etat de santé dû à la pandémie est équivalente à une guerre qui nécessite la mobilisation des



Algériens, et qui ne devraient pas s'engager dans des discussions inutiles.

15 DÉCEMBRE, DATE LIMITE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DES PERSONNES TOUCHÉES PAR LES INCENDIES DES FORÊTS

Le Premier ministre Abdelaziz Djerad a accordé un délai jusqu'à 15 décembre pour résoudre les problèmes des citoyens touchés par les incendies. Tout en soulignant sur la nécessité d'accélérer le processus d'indemnisation des citoyens touchés par les derniers feux de forêts qui ont touché plusieurs régions dans le pays. Dans ce même registre, le chef de

l'Exécutif déclare que le processus d'indemnisation inclut les propriétaires des maisons endommagées et les troupes de bétail et cheptel morts. " Les forces de l'occupation française ont commis des crimes contre les forêts algériennes, et les ennemis de l'Algérie tentent aujourd'hui de frapper cette richesse nationale avec la même façon ", a-t-il ajouté. " Nous répondrons aux ennemis de la patrie d'une manière civilisée, en plantant des arbres partout où un arbre peut être planté ", précise le Premier ministre. *M.W.*

LE GÉNÉRAL-MAJOR CHENGRIHA:

"Nous devrions réfléchir sérieusement à l'exportation de nos produits vers les industries militaires"

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Saïd Chengriha, a présidé, hier, au quartier général de l'armée, une réunion de travail avec les directeurs généraux des entreprises industrielles de la Direction des industries militaires. Le chef d'état-major Chengriha a souligné la plus haute importance que le commandement suprême de l'armée nationale populaire attache au secteur des industries militaires dans notre pays, qu'il soit lié à la fabrication d'armes et de munitions, aux industries mécaniques, aux véhicules militaires ou à l'habillement. Le général de corps d'armée a déclaré: "Nous voulons que les

industries militaires reflètent l'image du travail sur le terrain haut de gamme basée sur une vision futuriste et une clairvoyance qui fait de la recherche, du développement et de la fabrication militaires dans ses diverses branches et spécialisations, l'une de ses préoccupations les plus importantes, ou plutôt, la priorité qui mérite plus d'attention et de soins."

Le chef d'état major de l'Armée nationale populaire (ANP), Chengriha a souligné: "Il nous incombe, nous, dans l'Armée nationale populaire, d'élargir le cercle des intérêts de l'industrie militaire pour inclure non seulement la satisfaction des besoins de l'armée, des corps constitués et du marché local, mais aller au-delà et accéder aux marchés

régionaux et même internationaux et réfléchir sérieusement à l'exportation de nos produits, à condition qu'ils soient de qualité et de leur conformité aux normes internationales en vigueur dans le pays dans le domaine".

"Outre l'adoption de la transparence et l'introduction de méthodes de gestion pour augmenter le pourcentage d'inclusion, ce qui nous garantit la concurrence avec d'autres produits en termes de qualité et de prix, sur la base du coût raisonnable des matières premières disponibles pour notre pays et de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée.", a conclu le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Saïd Chengriha,

S. B.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE:

L'Algérie et l'Allemagne visent à renforcer leur coopération

L'Algérie et l'Allemagne visent à renforcer leur coopération dans le domaine de la transition énergétique et à confirmer leur engagement pour œuvrer en synergie à son renforcement et développement, à déclarer le ministre de la Transition Énergétique et des Énergies renouvelables Chems Eddine Chitour lors d'une audience accordée, jeudi, à l'ambassadeur de l'Allemagne en Algérie M^{me} Elisabeth Wolbers. Les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à cette coopération et leur engagement pour œuvrer en synergie à son renforcement et développement à travers la conclusion de partenariats avec une vision multidimensionnelle mutuellement bénéfiques, au regard des potentialités et opportunités du secteur

énergétique algérien et du savoir-faire allemand, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la transition énergétique et des énergies renouvelables. Au cours de l'audience, le ministre a tenu à remercier madame l'ambassadeur pour l'aide et la coopération exemplaire depuis de longues années. Il a été aussi passé en revue l'état des lieux de la coopération entre les deux pays dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, qualifiée d'excellente et denses, basée sur la confiance et l'amitié, a ajouté la même source.

Mr Chitour a indiqué que les axes de coopération qui pourraient être approfondies avec la partie allemande sont notamment: la recherche de projets concrets qui intègrent la maîtrise des technologies de production,

les transferts de savoir-faire et d'expertise, la formation et la recherche développement au sein de l'Institut de la Transition Énergétique de Sidi Abdallah. Pour sa part Mme L'ambassadeur s'est félicitée de la création du ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables qui permettra de collaborer plus étroitement sur des sujets d'intérêts communs. Par conséquent, les deux parties se sont engagées à fournir plus d'efforts dans cette coopération bilatérale pour un partenariat durable notamment pour la mise en place du plan solaire. Il a été convenu d'organiser à Alger, au courant du premier trimestre 2021 une journée de l'énergie algéro-allemande dans le domaine de la transition énergétique.

M. O.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Conseil de la nation : le PLF 2021 devant la Commission des affaires économiques

La Commission des Affaires économiques et financières au Conseil de la nation a écouté jeudi un exposé présenté par le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane sur le projet de loi de finances (PLF 2021), a indiqué la Chambre haute du Parlement dans un communiqué. Étaient présents à cette réunion, supervisée par Mohamed Tayeb Hemarnia, président de la Commission, le vice-président du Conseil, chargé de la législation et des relations avec l'APN et le Gouvernement, Ghazi Djabri, et la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Aouar. M. Benabderrahmane a évoqué les indices d'encadrement macroéconomique financier pris en compte dans l'élaboration du texte, abordant par la même la politique budgétaire à adopter en 2021, et reconduite en 2022 et 2023, précise la même source. Parmi les principales hypothèses retenues dans l'élaboration des prévisions pour la période 2021-2023, figurent la stabilité du prix référentiel du baril de pétrole brut à 40 Usd, celle des cours du marché du baril de pétrole brut à 45 Usd. Le taux de change du dinar par rapport au dollar devra, lui, se stabiliser à 142,20 DA en 2021, 149,31 DA en 2022 et 156,78 DA en 2023. De même qu'il est prévu, selon le ministre, un taux de croissance de 3,98% l'année prochaine, et une hausse du volume du PIB hors-hydrocarbures de 2,42% en 2021, 3,37% en 2022 et 3,81% en 2023. A l'issue de la réunion, les membres de la Commission ont soulevé plusieurs préoccupations et fait de nombreuses observations relatives au contenu du PLF 2021, suite à quoi un débat s'en est suivi au cours duquel le représentant du Gouvernement a répondu à la quasi-totalité des questions. Il est attendu de la Commission l'élaboration d'un rapport préliminaire qui sera soumis à débat le 23 novembre prochain en plénière, a conclu le communiqué.

L'UNICEF recommande d'éviter une éventuelle "perte de génération" due aux dommages causés par la COVID-19

A lors que les enfants peuvent se transmettre le virus entre eux et aux adultes, il est clair qu'avec des mesures de sécurité de base, les avantages de garder les écoles ouvertes l'emportent sur les coûts de fermeture, selon le rapport de l'UNICEF.

L'UNICEF publie un rapport démontrant comment, alors que les symptômes chez les mineurs infectés restent bénins, les infections augmentent et l'impact à long terme sur l'éducation, la nutrition et le bien-être d'une génération d'enfants et de jeunes cela peut marquer votre vie. Par conséquent, il demande de mettre fin au mythe selon lequel les enfants ne sont guère touchés par la maladie.

Il souligne également qu'avec les bonnes mesures, il vaut mieux avoir des écoles ouvertes que fermées.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, l'Unicef a publié un rapport avec un message fort: Évitez la génération perdue de COVID-19.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance décrit en détail dans ce document les conséquences graves et croissantes pour les enfants à mesure que la pandémie progresse et démontre que, si les symptômes chez les enfants infectés restent bénins, les infections augmentent. et l'impact à long terme sur l'éducation, la nutrition et le bien-être de toute une génération d'enfants et de jeunes peut changer la vie.

"Tout au long de la pandémie de COVID-19, il y a eu un mythe persistant selon lequel les enfants ne sont guère touchés par la maladie. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité", a

déclaré Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF. "Si les enfants peuvent tomber malades et propager des maladies, ce n'est que la pointe de l'iceberg de la pandémie. Les perturbations dans les services clés et la hausse des taux de pauvreté constituent la plus grande menace pour les enfants. Plus la crise persistera, plus son impact sur l'éducation, la santé, la nutrition et le bien-être des enfants sera profond. L'avenir de toute une génération est menacé", a-t-il ajouté.

Le rapport conclut qu'au 3 novembre, dans 87 pays disposant de données ventilées par âge, les enfants et adolescents de moins de 20 ans représentaient une infection au COVID-19 sur neuf, soit 11% des 25,7 millions. des infections signalées par ces pays. Cependant, il note que des données et des données plus fiables sur les infections, les décès et les tests sont nécessaires pour mieux comprendre comment la crise affecte les enfants les plus vulnérables et orienter la réponse.

Bien que les enfants puissent se transmettre le virus entre eux et aux adultes, il est clair que les mesures de sécurité de base, les avantages de garder les écoles ouvertes l'emportent sur les coûts de fermeture, note le rapport. Les écoles ne sont pas le principal moteur de la transmission communautaire et les enfants sont plus susceptibles de contracter le virus en dehors du cadre scolaire.

MALGRÉ TOUT, VOTRE SANTÉ EST MENACÉE

Les perturbations liées à la COVID dans les services de

santé et sociaux essentiels pour les enfants constituent la menace la plus grave pour les enfants, indique le rapport.

À l'aide de nouvelles données provenant d'enquêtes de l'UNICEF dans 140 pays, il note que:

Environ un tiers des pays analysés ont enregistré une baisse d'au moins 10% de la couverture des services de santé tels que la vaccination de routine, les soins ambulatoires pour les maladies infectieuses infantiles et les services de santé maternelle. La peur de l'infection est une raison majeure pour ne pas aller au centre médical.

La couverture des services de nutrition pour les femmes et les enfants a diminué de 40% dans 135 pays. En octobre 2020, 265 millions d'enfants manquaient toujours de repas scolaires dans le monde.

Plus de 250 millions d'enfants de moins de cinq ans pourraient manquer les avantages des programmes de supplémentation en vitamine A 65 pays ont signalé une diminution des visites à domicile des travailleurs sociaux en septembre 2020 par rapport à la même période l'année dernière.

Les données les plus alarmantes du rapport indiquent que:

En novembre 2020, 572 millions d'élèves ont été touchés par des fermetures d'écoles dans 30 pays - 33% des étudiants inscrits dans le monde

On estime que sur une période de 12 mois, deux millions d'enfants supplémentaires pourraient mourir des suites de décès de nourrissons et 200 000 bébés de plus seraient encore nés morts, avec de graves perturbations des ser-



vices de santé et une augmentation de la malnutrition.

Six à sept millions d'enfants supplémentaires de moins de cinq ans souffriront d'émaciation ou de malnutrition aiguë en 2020, une augmentation de 14% qui se traduira par plus de 10000 décès supplémentaires d'enfants chaque mois, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

À l'échelle mondiale, le nombre d'enfants vivant dans une pauvreté multidimensionnelle - sans accès à l'éducation, à la santé, au logement, à la nutrition, à l'assainissement ou à l'eau - aurait grimpé en flèche de 15%, soit 150 millions d'enfants de plus au milieu des années 1990. 2020.

Par conséquent, et pour répondre à cette crise, l'Unicef demande aux gouvernements et aux autres agents de la société:

1. Veiller à ce que tous les enfants poursuivent leurs études, y compris dans ce principe la réduction de la fracture numérique
2. Garantir l'accès aux services de nutrition et de santé et rendre

les vaccins abordables et disponibles pour tous les mineurs

3. Soutenir et protéger la santé mentale des enfants et des jeunes et mettre fin à la maltraitance, à la violence sexiste et à la négligence pendant l'enfance

4. Accroître l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène et lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique

5. Inverser la montée de la pauvreté infantile et assurer une reprise inclusive pour tous

6. Redoubler d'efforts pour protéger et soutenir les enfants et leurs familles vivant dans des situations de conflit, de catastrophe et de déplacement

"En cette Journée mondiale de l'enfance, nous demandons aux gouvernements, aux partenaires et au secteur privé d'écouter les enfants et de prioriser leurs besoins", a déclaré Fore. "Alors que nous réinventons tous l'avenir et que nous nous tournons vers un monde post-pandémique, les enfants doivent passer en premier".

Ammar Zitouni

RÉFORME FISCALE EN ALGÉRIE :

Une urgence la plus absolue

Réprésentant une ressource importante à l'économie nationale dans sa contribution dans la finance publique, la fiscalité en Algérie doit subir des réformes en profondeur visant l'amélioration du recouvrement fiscal, une des priorités de l'actuel gouvernement s'engageant à combattre l'évasion et la fraude fiscale. D'où la nécessité de la mise en place des mesures réformatrices qui s'imposent et urgentes. Cette thématique de lutte contre l'évasion fiscale et la réforme du système fiscal en Algérie, a été décorquée sur les ondes de la Radio Algérie internationale lors de l'émission " Je dis économie" par , respectivement , le professeur Boubakeur Sellami ,expert en fiscalité et président de l'association des conseillers fiscaux angériens et le professeur en économie à l'université de Tizi-Ouzou , le docteur Mohamed Achir. De son côté, Boubakeur Sellami a indiqué que l'évasion fiscale a généré une perte de 40 milliards de dollars pendant une quinzaine d'années , selon le directeur général des Impôts. " On est à une nouvelle étape de l'économie nationale pour le côté de la fiscalité. Le fléau de la fraude fiscale est très important par rapport au marché formel et l'économie formelle." , a-t-il élu-

cidé. Et d'ajouter que parmi les principes d'impôt , selon le fiscaliste et financier Gaston Jèze , précurseur de l'utilité de la dépense publique et la théorie des finances publiques , qui a instauré l'autorité d'impôt consistant en des prélèvements obligatoires effectués par voie d'autorité par la puissance publique sur les ressources des personnes vivant sur son territoire ou y possédant des intérêts .

L'utilisation de tous les moyens pour recouvrer l'impôt. Il a souligné , en outre , que la criminalisation de l'évasion fiscale ne suffit pas , mais il y a d'autres principes , notamment la justice fiscale et la capacité contributive du contribuable. Il faut aussi revoir la législation fiscale et mettre à la disposition des contribuables un système d'information pour pouvoir connaître leurs droits et leurs dus.

Il a signalé qu'il y a beaucoup de contentieux dans le domaine de la contribution à cause de l'absence d'un conseil de l'ordre ce qui a engendré un manque de clarté dans les textes législatifs et pour éliminer tous les vides juridiques pour que la législation fiscale devienne claire et l'impôt assis sera basé sur des règles claires." Je veux qu'on doit commencer par la révision de la législation fiscale" , a-t-il préco-

nisé. Et de poursuivre que dans le volet formel , il y a des contribuables qui possèdent des dossiers fiscaux , mais l'administration fiscale n'a pas peut-être les moyens de couvrir le tissu des contribuables au niveau national.

Il y a aussi des contribuables qui se trouvent en dehors de la sphère formelle , c'est l'informel et c'est là que l'administration fiscale doit être accompagnée par d'autres parties , notamment les ministères du Commerce , des Finances et de l'Intérieur. C'est un travail qui nécessite beaucoup d'efforts et la contribution de plusieurs parties.

Le professeur Mohamed Achir , pour sa part , a indiqué qu'une loi criminalisant l'évasion fiscale pour combattre une économie informelle et des transactions informelles et pour qu'il y ait une réforme en profondeur du système fiscal algérien , il y a dépasser cette dualité de la fiscalité pétrolière et de la fiscalité ordinaire et parler carrément d'une fiscalité. Selon lui , cette fiscalité pétrolière a créé un certain effet d'éviction et des effets pervers créés par l'abondance de la fiscalité pétrolière pour s'intéresser moins au recouvrement de la fiscalité ordinaire et à son assiette.

Il a préconisé qu'il faudrait mettre en

place un système fiscal qui va assurer la justice sociale parce qu'il y a des avantages fiscaux accordés à travers des lois de finances sans pour autant se référer à ces fondements de justice fiscale pourtant constitutionnalisés , où des milliers de milliards d'avantages fiscaux pour des entreprises durant plusieurs années 5 à 10 ans , alors que le salariat est pénalisé par une fiscalité assez importante.

"Il faut agir doublement, il y a la contrainte de l'Etat consistant à contraindre les gens à se conformer et à être à jour par rapport à leur fiscalité et il faut aussi développer la citoyenneté (l'acte fiscal en acte citoyen).

Il a expliqué que sous d'autres cieux l'évasion fiscale est considérée comme un crime et en contre-partie l'acte fiscal est un acte de citoyenneté, c'est une action citoyenne, c'est un devoir. La décentralisation fiscale où le contribuable rassure que son argent revient en projet contribuant à l'amélioration de son quotidien. Donc, pour lui, la décentralisation fiscale contribue au développement de cette culture fiscale." Il y a une urgence de réformer le système fiscal algérien." , a-t-il conclu.

Abdelouahab Ferghi

La démocratie et le développement sont des éléments inséparables

PAR : AMMAR ZITOUNI

Le passage de l'Algérie à une nouvelle ère est une expérience inédite à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle s'effectue dans un pays qui a trop souffert pendant deux décennies de suite d'un pouvoir autoritaire. Aussi parce que le mouvement citoyen a été pacifique pour exiger le changement. L'acquis de la marche vers la démocratie reste largement positif.

Dans ce sillage, la nouvelle Constitution présente dans l'ensemble de son contenu au moins l'un des textes juridico-politique qui, font les grands principes et aspirations voulus par le peuple : ceux qui consistent à rester fidèle pour un but poursuivi par des moyens cohérents et d'y mettre



tout sa ténacité. La Constitution a été, en effet, rayonnante avec le message de Novembre 54 visant à jeter les bases d'un fort et solide Etat de droit, en faisant jouer la légalité républicaine et la prépondérance de la voix souveraine du peuple, synthétisant ainsi les intérêts de la nation. La nouvelle Loi fondamentale avait choisi d'être fidèle aux principes de Novembre 54.

LE POUVOIR CONSTITUANT APPARTIENT EXCLUSIVEMENT AU PEUPLE

Comment ?-La nouvelle Constitution stipule dans son article 2 : " Le peuple est la souveraineté de tout pouvoir. La souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple ". L'article 3 stipule aussi " Le pouvoir constituant appartient au peuple. Le peuple l'exerce aussi par voie de référendum et par l'intermédiaire de ses représentants élus ". Dans ce cadre, le facteur de la démocratie émerge

au moment précis où le devoir national, fait appel à une mobilisation de plus en plus accrue pour le redressement politique, économique et social et permettant ainsi à la démocratie, au fur et à mesure d'évoluer vers un climat socio-politique sain, visant essentiellement à combattre toutes les contraintes d'évolution de la société et surtout à réparer " les infirmités " de la Patrie. Le nouveau texte constitutionnel répond de fait à l'aspiration de la nation de reconstruire une vie démocratique et saine, garante d'une croissance, d'un développement dans la dignité et l'union. Mettant aussi l'accent sur la nécessité de faire évoluer au fur et à mesure l'Etat et ses institutions, qui pendant vingt-ans ne convenait pas au degré de responsabilité et de discernement atteint par la nation et qui devait parvenir à remplir de façon naturelle et continue sa fonction et en même temps d'accroître les garanties démocratiques indispensables pour le citoyen individuellement et collectivement

afin que celui-ci puisse effectivement participer à la vie nationale, à toutes les phases de celle-ci : concrétisation de la justice sociale, l'égalité et la liberté, la planification et supervision de chaque étape d'édification de la nouvelle Algérie, dans le cadre d'un Etat de droit républicain et démocratique où les citoyens ont le dernier mot quant à la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies affectant leur vie par le biais de leurs représentants élus.

UN CERTAIN NOMBRE D'INGRÉDIENTS À METTRE EN VALEUR

La démocratie telle que définie par la nouvelle Constitution doit être accompagnée par un certain nombre d'ingrédients essentiels, entre autres : la séparation et l'équilibre des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la protection et la sécurité juridique et démocratique et le contrôle de l'action des pouvoirs publics. " La Constitution est au-dessus de tous, elle est la Loi fondamentale

qui garantit les droits et les libertés individuelles et collectives, protège le principe du libre choix du peuple, confère la légitimité de l'exercice des pouvoirs, et consacre l'alternance démocratique par la voie d'élections périodiques libres et régulières ".

LES CITOYENS DOIVENT PRENDRE " LE SIÈGE DU CONDUCTEUR "

La devise par " le peuple et pour le peuple ". Elle met l'accent sur la nécessité pour les citoyens de prendre en charge les questions qui déterminent leur destin et souligne le lien direct entre l'Etat et le peuple et soutient que la démocratie est une condition préalable au développement socio-économique de la société. Dans le contexte actuel, la démocratie participative demeure un aspect crucial pour le redressement du pays qui a été l'otage pendant une vingtaine d'années d'un régime despotique, arbitraire qui a détruit le développement de l'Algérie. C'est dire que la démocratie et le développement sont des éléments inséparables. Il ne peut y avoir de développement sans sa conception globale si la démocratie est bloquée et vice-versa. Par conséquent, si l'objectif de la démocratie est de garantir le développement, il est impératif pour chacun et pour tous de se soumettre à la nouvelle Constitution qui signifie essentiellement donné le pouvoir au peuple.

Les citoyens doivent prendre " le siège du conducteur " quand il s'agit d'examiner les questions qui déterminent leur destin. La nouvelle ère qu'amorce l'Algérie doit être complétée et renforcée par la participation populaire, la société civile, la classe politique, le secteur privé, le mouvement associatif et syndical, les médias, entre autres. Ceux-ci devraient agir pour unifier la société autour tout en œuvrant pour le développement social, politique et économique correspondant à ce que le peuple voudrait pour son bien.

A.Z.

BORDJ BOU-ARRERIDJ :

La reforestation citoyenne pour régénérer les forêts

A l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, sous le slogan " Qu'il le plante ". Une campagne organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et qui vise à réhabiliter les espaces forestiers ravagés par les incendies. Au niveau de la wilaya de Bordj-Bou-Argeridj, le coup d'envoi de cette campagne de reboisement a été donné hier par le wali, Dr. Mohamed Benmalek en présence des autorités militaires et civiles de la wilaya au niveau du périmètre forestier dit " El-Khaloua " faisant partie de la forêt Ouanougha dans la commune de Haraza, relevant de la daïra de Mansourah. Selon le wali cette campagne qui s'étendra à travers l'ensemble des 34 communes en zone rurale et urbaine jusqu'au mois de mars prochain verra la plantation de 300.000 arbres. Cette première journée de volontariat a été marquée par la mise en terre de 6.000 arbres (pin d'Alep) au niveau du périmètre forestier dit " El-Khaloua) avec

la participation de toutes franges de la société, les administrations publiques et privés. Le wali dans ses discussions avec les volontaires a rappelé l'importance d'agir directement sur l'environnement et sensibiliser le public sur l'impact que la déforestation engendre sur le climat, la biodiversité et sur la santé de la population. Il a rappelé aussi l'impact néfaste que peut avoir un acte d'inattention ou mal intentionné.

" Les arbres représentent une source vitale pour l'ensemble de la société. Il en est de notre responsabilité de tous de préserver notre environnement naturel. L'enjeu est de pouvoir restaurer les écosystèmes pour ramener la biodiversité ", a-t-il souligné " La présente campagne de reboisement qui s'étalera jusqu'au mois de mars prochain vise à restaurer les forêts dégradées et participe au développement socio-économique, notamment dans les zones d'ombre dans l'objectif de préserver le couvert végétal, l'enrichissement de ces zones en espèces végétales et animales

diverses mais aussi de réduire sensiblement la pression exercée par la population sur les formations végétales existante tout en permettant de reconfigurer positivement les zones rurales, l'amélioration des conditions de vie de la population à travers la thématique des projets de développement des zones d'ombre à forte valeur sociale et économique ", a déclaré le wali de Bordj-Bou-Argeridj en exclusivité au " Maghreb de l'Economie ".

Au cours de la période estivale, les forêts situées dans la daïra de Mansourah ont connu plusieurs départs de feu. Ces incendies ont pris une telle ampleur à cause du mauvais état des lieux. Peu débroussaillées, les buissons et arbustes accumulant assez de combustible pour propager les incendies de forêts sur d'importantes superficies.

De plus ces périmètres forestiers sont composés d'espèces d'arbres particulièrement inflammables, comme les pins, les eucalyptus etc.

ARRESTATION DE 4 PYROMANES

Les services de la police de la sûreté de wilaya de Bordj Bou Argeridj ont interpellé quatre (4) individus impliqués dans une affaire d'incendie de la forêt de Boumergued, à l'entrée Est de la wilaya, a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication de ce corps constitué. La même source a précisé que l'enquête a été ouverte suite à une alerte d'incendie criminel à la forêt Boumergued, donnée par les services de conservation des forêts, relevant que les personnes arrêtées sont âgées entre 18 et 38 ans.

Les enquêteurs, dépêchés sur les lieux, ont appréhendé un homme, âgé de 38 ans et les investigations approfondies ont permis d'arrêter trois (3) autres présumés coupables, complices du premier suspect alors qu'un cinquième individu est activement recherché. Les quatre individus poursuivis pour "incendie volontaire dans une zone forestière", ont été placés sous mandat de dépôt.

Ahmed Saber

COVID-19 - TIZI-OUZOU :

1000 lits d'hospitalisation et 70 de réanimation mobilisables

Un total de 1000 lits d'hospitalisation et de 70 autres de réanimation, peuvent être mobilisés au niveau de Tizi-Ouzou, pour la prise en charge des malades atteints de la Covid-19, a indiqué, jeudi dans un communiqué, la cellule de communication de la wilaya.



Pour faire face à la "recrudescence" des cas de contamination par le nouveau coronavirus enregistrés au niveau de la wilaya et sur orientations du wali Mahmoud Djamaa, "la direction locale de la santé et de la population (DSP) a augmenté la capacité en lits d'hospitalisation mobilisables, qui passe de 793 initialement dédiés pour les cas Covid-19, à 1000 lits pouvant être mobilisés en cas de besoin", a-t-on appris de même source.

Concernant les lits dédiés à la réanimation et qui sont actuellement au nombre de 37, ils pourront être portés à 54 lits en cas de nécessité, a souligné la cellule de communication.

En outre au titre du réajustement des dispositifs de prise en charge de cette pandémie, en les adaptant aux exigences de l'évolution de la pandémie, il a été décidé de doter les établissements de santé équipement de

réanimation et d'augmenter la capacité et stockage de l'oxygène médicale ce qui permettra d'augmenter la capacité de prise en charge en réanimation à 70 lits, a-t-on observé.

Relevant que les services dédiés à la prise en charge de la covid-19 "ne sont pas saturés", le même communiqué précise qu'à la journée d'hier mercredi les 793 lits sont occupés à hauteur de 51 % pour les malades hospitalisés et 45 % pour les malades en réanimation médicale. La wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'un "formidable potentiel", en termes de capacité d'hospitalisation représenté par un total de 2250 lits, a-t-on rappelé.

"Les capacités en hospitalisation n'étant pas saturées, l'accès des malades pour les soins relevant des autres pathologies reste garanti aux usagers à travers les structures de santé de la wilaya", a-t-on rassuré.

Outre ce volet d'hospitalisa-

tion, la DSP a également mis en œuvre d'autres mesures visant à limiter la propagation du virus Corona, et qui portent notamment sur la prévention à travers un plan d'information, de communication et de sensibilisation afin d'inciter les citoyens à plus de vigilance et au respect de mesures barrières (distanciation physique, port de masques de

protection, hygiène générale et respect des mesures de confinement), a-t-on signalé.

Il a été aussi procédé à "l'intensification des enquêtes épidémiologiques pour rompre la chaîne de contamination" au renforcement des Services d'épidémiologie et de médecine préventive (SEMPEP) des EPSP pour la sensibilisation du grand public

HÔPITAL DE JIJEL :

L'ANIE offre des respirateurs artificiels

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), a remis jeudi un don à l'hôpital de la wilaya de Jijel sous forme de respirateurs artificiels d'une capacité de 10 litres, afin d'aider les patients de cet établissement hospitalier à lutter contre le Covid-19. Supervisant cette opération, le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, a, en outre, annoncé qu'un avion arrivera fin novembre en cours chargé d'un matériel médical sophistiqué destiné aux différents hôpitaux en Algérie, précisant que ce matériel est offert par la Fondation "Amal el Djazair de lutte contre le cancer", pour aider les patients dans la lutte contre le coronavirus. M. Charfi a souligné que l'ANIE veut, à travers sa contribution à cette initiative, mettre en évidence le "rôle actif" de la société civile en vue d'aider les citoyens à surmonter cette épreuve.

CPA :

Lancement de la finance islamique au niveau de l'agence commerciale de Ouled Fayet à Alger

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a lancé jeudi la commercialisation de produits de la finance islamique au niveau de son agence "136" de Ouled Fayet à Alger, destinés aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises, notamment les PME, a indiqué le P-dg de la Banque publique, Mohammed Dahmani.

Lors de son allocution en marge de l'inauguration du guichet dédié aux produits de la finance islamique au niveau de l'agence, M. Dahmani a fait savoir que neuf (09) nouveaux produits, développés depuis plus de trois ans, sont conformes aux préceptes de la charia islamique après avoir été certifiés par le Comité Charia'a de la banque.

Le CPA a également obtenu les certificats de conformité du Haut Conseil islamique (HCA) ainsi que l'agrément de la Banque d'Algérie. La commercialisation de ces produits se fera progressivement à travers l'ensemble du réseau national bancaire CPA. Il inclura des produits de dépôts et de financement comme le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement islami-

que, l'offre Mourabaha Aqar/Sayara/Tadjhiz, ainsi que l'offre Ijara immobilier et équipements.

Pour commercialiser ces nouveaux produits financiers, le CPA a créé au niveau de chaque agence un guichet dédié. De plus, la banque publique forme des équipes pluridisciplinaires de cadres commerciaux pour la commercialisation progressive des produits de la finance islamique.

M. Dahmani a en outre insisté sur l'aspect de la formation du personnel de la banque publique ainsi que l'intérêt porté par l'institution financière quant à la satisfaction de ses clients.

"Pour nous, il faut que le personnel soit bien formé et que la clientèle soit très bien informée. Ce sont deux conditions pour une excellente banque", a-t-il estimé, ajoutant qu'un cahier de doléance est mis à disposition de la clientèle de la banque ainsi qu'à la disposition de son personnel afin de noter leurs requêtes et leurs niveaux de satisfaction.

LANCEMENT DU LIVRET D'ÉPARGNE À PUCE MAGNÉTIQUE LA SEMAINE

PROCHAINE

Par ailleurs, M. Dahmani a annoncé le lancement du livret d'épargne à puce magnétique dès la semaine prochaine "qui permet de sécuriser totalement les opérations bancaires grâce à une meilleure traçabilité". Il sera ainsi mis à disposition au niveau de l'ensemble des agences CPA du territoire national, a-t-il indiqué. De plus, le P-dg du CPA a relevé l'intérêt porté par la clientèle de la banque quant à ses nouveaux produits financiers.

Il a cité à titre d'exemple l'engouement que connaît actuellement le produit baptisé "PME by CPA", composé notamment de deux offres: "Sahel Nachati" et "Sahel Mahal", destiné aux start-ups et aux TPE/PME afin de financer leurs opérations courantes.

Selon lui, 300 dossiers de souscription ont déjà été reçus par la banque depuis le lancement de cette offre il y a deux mois.

D'autre part, le premier responsable du CPA a fait part de l'installation en cours de 5.000 terminaux de paiements électroniques (TPE) à raison de près de 100 TPE/jour afin de parvenir à terme à 10.000 TPE à travers le pays, soulignant qu'un programme a été lancé pour accélérer leur activation.

rer leur activation.

De plus, dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance au sein du CPA, le P-dg de la banque procède au déploiement de l'intranet notamment à travers la distribution de 2.000 nouveaux postes d'ordinateur. "Nous développons également de nouveaux équipements : les guichets automatiques de billets (GAB) à la place des distributeurs automatiques de billets. Les GAB permettront à terme aux clients de bénéficier de plusieurs services sans se rendre à l'intérieur des locaux du CPA, notamment, la demande de chéquier, la demande de carte bancaire et l'opposition sur sa carte bancaire", a énuméré M. Dahmani précisant que le CPA a déjà acquis 140 GAB.

En outre, dans le cadre de l'extension des capacités de la banque, le réseau du CPA va passer de 150 agences au 31 décembre 2019 à 160 agences d'ici la fin de l'année, selon le P-dg de l'établissement public.

Tablant sur près de dix emplois créés au niveau de chaque nouvelle agence, le même responsable a indiqué que le CPA générera près de 100 emplois à travers ces nouveaux bureaux.

SAHARA OCCIDENTAL

APLS : attaques intenses sur des sites des soldats marocains le long du mur de la honte

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené mercredi et jeudi des attaques intenses, le long du mur de la honte, ayant ciblé plusieurs sites de retranchement des forces d'occupation marocaines, a indiqué le ministère de la Défense sahraoui dans son communiqué militaire n 07.

"Les vaillantes unités de l'APLS ont mené des attaques intenses le long du mur de l'humiliation et de la honte", a précisé le ministère, ajoutant que "durant la nuit de mercredi, plusieurs opérations de bombardement ont été exécutées, ciblant des sites de l'ennemi marocain".

Les attaques intenses, menées mercredi et jeudi, ont causé "des dégâts conséquents aux forces de l'ennemi", a indiqué la même source, relevant que "l'opération de bombardement, hier mercredi, a ciblé les forces marocaines dans le secteur d'Oum Dreyga".

Ces opérations de bombardement ont aussi ciblé plusieurs



sites de retranchement des forces d'occupation marocaines dans les secteurs de Haouza, Farsia et Oum Dreyga, lit-on dans le communiqué.

"Les vaillantes unités de l'APLS continuent de détruire les bastions des envahisseurs, le long du mur de l'humiliation et de la honte", a conclu le communiqué.

LA PRESSE ALLEMANDE SE FAIT L'ÉCHO DES TENSIONS AU SAHARA OCCIDENTAL

La presse allemande s'est faite l'écho des tensions au Sahara occidental occupé, après l'agression militaire marocaine contre les manifestants sahraouis dans la zone tampon d'El-Guerguerat.

Le "Suddeutsche Zeitung", sous le titre "une guerre chaude dans le désert", indique jeudi qu'"une guerre se profile à l'horizon au Sahara occidental et le Polisario tente de démontrer via ses vidéos dans les réseaux

sociaux, aussi bien aux partisans qu'aux adversaires la détermination de leur peuple pour libérer la partie occupée par le Maroc" tout en soulignant que, depuis 1973, le Front Polisario "lutte pour l'indépendance".

Le quotidien note que ces derniers développements pourraient profiter au mouvement de libération sahraoui pour attirer de nouveau l'attention sur sa cause "le référendum sur l'avenir du territoire, convenu dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu de 1991, qui n'a pas été organisé, à ce jour".

"Le Maroc entend offrir tout au plus une autonomie à ce territoire, mais pas d'indépendance et tente de normaliser de façon larvée son occupation, à travers par exemple, des accords de pêche avec l'UE, relève le journal.

Depuis la démission en mai 2019, de l'ancien Président allemand Horst Kohler, en tant que dernier envoyé personnel de l'ONU, "aucune évolution n'a été

enregistrée au niveau diplomatique et, maintenant il y'a risque de voir le conflit militaire reprendre", conclut le journal.

De son côté, le "Frankfurter Allgemeine Zeitung", sous le titre "une guerre pour le Sahara", souligne que "l'inquiétude augmente de voir une deuxième guerre éclater en Afrique, après la confrontation militaire en Ethiopie".

Le journal rappelle la fin du cessez-le-feu, annoncée vendredi dernier par le Front Polisario, après l'opération militaire du Maroc dans la zone démilitarisée d'El-Guerguerat.

Par ailleurs, le journal reprend la déclaration de M. Khatri Addouh, membre du Secrétariat du Front Polisario, la poursuite de la guerre qui "s'étendra sur l'ensemble du territoire du Sahara occidental, tant que les Nations unies ne seront pas à la hauteur de leur responsabilité et n'exerceront pas des pressions sur le Maroc pour

l'amener à tenir les engagements pris en 1991".

Le journal allemand rappelle qu'"un référendum sur l'avenir de l'ancienne colonie espagnole devait avoir lieu en 1992".

"En 1975 l'Espagne s'est retirée de ces territoires riches en phosphate, le Maroc les a occupés et annexé environ 80% du territoire", indique la même source, soulignant que "la mission de l'ONU (Minurso) qui surveille, depuis 1991 le cessez-le-feu, a tenté d'organiser un référendum, mais sans succès".

"L'ancien président fédéral Horst Kohler avait entrepris, en tant qu'envoyé personnel de l'ONU, une tentative pour relancer les négociations mais celle-ci a également échoué", ajoute le journal,

Selon Frankfurter Allgemeine Zeitung, cette situation a fait augmenter la frustration, en particulier chez la jeune génération sahraouie qui appelle à reprendre les armes, en particulier, après l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la dernière résolution. Le prestigieux quotidien précise que le Maroc, "devenu partenaire important pour l'occident, notamment dans la lutte contre la migration illégale, est plus en plus cité comme pays qui pourrait reconnaître Israël" à l'instar des Emirats arabes unis".

Il en conclut qu'il aurait "une sorte de contre partie diplomatique" en ce sens ou les gouvernements occidentaux pourraient reconnaître la marocanité du Sahara occidental, si le Maroc suit l'exemple émirati. Mais, cela suppose que le calme revienne, d'abord, au Sahara occidental".

TUNISIE :

Deux juges de haut rang s'accusent mutuellement de corruption

Deux juges tunisiens de haut rang se sont accusés mutuellement de corruption. Il s'agit de Taib Rached, premier président de la Cour de Cassation et de Bechir Akremi, ancien procureur de la République.

Bechir Akremi avait adressé au corps d'inspection judiciaire, relevant du ministère de la justice, une demande de levée d'immunité, pour "suspicion d'intervention", dans certains dossiers. Il l'a également accusé de "corruption", compte tenu de sa possession de plusieurs immeubles d'une grande valeur financière qu'un salaire de juge ne peut offrir.

De son côté, Taib Rached, a accusé Akremi d'avoir dissimulé un vol de preuves dans le dossier de Chokri Belaid et celui de Mohamed Brahmi, afin de couvrir les auteurs des assassinats.

LIBYE :

Toujours pas de retrait de troupes, déplore l'ONU

En dépit d'un accord de cessez-le-feu en octobre en Libye et de discussions militaires en cours entre les belligérants, "les deux parties n'ont toujours pas commencé un retrait de leurs forces", a déploré jeudi 19 novembre l'émissaire de l'ONU par intérim devant le Conseil de sécurité.

L'accord de cessez-le-feu du 23 octobre prévoyait "le retrait de toutes les unités militaires et groupes armés des lignes de front (et) le départ de tous les mercenaires et combattants étrangers de l'ensemble du territoire libyen dans un délai de 90 jours", a rappelé la représentante spéciale par intérim, Stephanie Williams.

Deux autorités se disputent le pouvoir en Libye: le Gouvernement d'union nationale (GNA) à Tripoli, soutenu militairement par la Turquie et reconnu par l'ONU, et un pou-

voir incarné par Khalifa Haftar, homme fort de l'est, appuyé par les Emirats Arabes Unis, la Russie et l'Egypte. "Des forces du GNA restent stationnées à Abu Grein et à al-Washka, avec des activités de patrouilles", a précisé la représentante de l'ONU. "Des vols de cargos militaires ont été observés dans les aéroports d'al-Watiya et Misrata", a-t-elle ajouté.

LES FORCES DU GÉNÉRAL HAFTAR "CONTINUENT D'ÉTABLIR DES FORTIFICATIONS"

Les forces du général Haftar "et leurs auxiliaires continuent d'établir des fortifications et des avant-postes militaires équipés de systèmes de défense aérienne entre Syrte et al-Joufra, et dans la zone nord de la base aérienne d'al-Joufra", a aussi indiqué Stephanie Williams. La responsable de

l'ONU a enfin fait état d'une "intense activité d'avions cargos entre l'aéroport de Benina, al-Joufra et la base aérienne d'al-Gardabiya".

Lors de la visioconférence tenue par le Conseil de sécurité de l'ONU, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Belgique et la France notamment, ont tous réclamé la concrétisation des engagements militaires et le départ effectif des mercenaires étrangers. Ces derniers ne doivent pas être transformés en personnels de formation, a souligné Berlin, tandis que Londres évoquait la possibilité de recourir à des sanctions pour ceux qui ne respectent pas l'accord d'octobre. La Libye est plongée dans les violences depuis le soulèvement appuyé par l'Otan qui a renversé le régime de Mouammar Kadhafi en 2011, avec une myriade de milices se disputant des territoires sur lesquels les autorités civiles peinent à s'imposer.

SPOUTNIK : Le Pentagone met au point un avion militaire sans aileron ni gouvernail

Ni aileron ni gouvernail ni volet. Un avion expérimental est en cours de développement dans le cadre d'un projet présenté pour la première fois par l'agence de recherche et développement du Pentagone, en collaboration avec la société Aurora Flight Sciences de Boeing. Aurora Flight Sciences, société de Boeing, développe un avion expérimental reposant sur la technologie du contrôle actif des écoulements pour un aérodynamisme maximal dans le cadre d'un nouveau contrat de la DARPA, agence du Pentagone chargée de la recherche et du développement, indique le site de la société. Dans le cadre du projet CRANE (Contrôle des avions révolutionnaires avec de nouveaux effecteurs) de la DARPA, Aurora développera en partenariat avec Boeing et l'université de l'Arizona des outils et une technologie pour intégrer le contrôle actif des écoulements dans les premiers stades de la conception de l'avion pour une démonstration ultérieure dans un X-plane. Au cours de cette phase 0, Aurora étudiera pendant un an les conceptions compatibles avec le contrôle actif des écoulements dans plusieurs domaines de mission pour identifier un concept de démonstrateur de plan X. La phase 1 suivra avec la conception préliminaire d'un démonstrateur X-plane. "En collaboration avec la DARPA, nous élaborons des approches fondamentalement nouvelles de la conception des avions et nous sommes impatients d'explorer des configurations qui changent la donne".

L'OBJECTIF DU PROJET

Annoncé pour la première fois en août 2019, le projet CRANE exclut les grandes surfaces mobiles externes comme les ailerons, gouvernails, volets, ascenseurs et surfaces d'assiette, la vectorisation mécanique des gaz d'échappement des réacteurs ou encore d'autres dispositifs de commande aérodynamique mobiles traditionnels. "L'objectif de CRANE est de démontrer en vol que les technologies d'actionneurs de contrôle actif des écoulements peuvent maintenir le vol en toute sécurité et fournir des capacités d'aéronef quantifiables", indique le site Military and Aerospace Electronics.

EL MOUDJAHID :

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANCE : Des acquis à consolider

Le 30^e anniversaire de la Convention internationale des droits des enfants, adoptée par les Nations unies, le 20 novembre 1989, et ratifiée en 1992 par l'Algérie, est une occasion de faire le point sur la situation de cette frange de la population.

La convention est le premier instrument juridique international qui énonce une panoplie de droits culturels, économiques, politiques et sociaux. Les droits de l'enfance doivent-ils faire l'objet d'une seule et unique discussion une fois l'an ? Doit-on attendre le 20 novembre, journée internationale des Droits des enfants pour évoquer les innombrables difficultés qui entravent leur épanouissement ?

Des lacunes et des insuffisances subsistent ce qui rend le constat préoccupant. Certains



enfants sont maltraités, obligés de travailler pour assurer la nourriture des frères et sœurs avec une éducation qui n'est pas convenablement assurée alors que leur développement physique est perturbé. De quelle manière des enfants réussiront leur scolarité quand ils sont obligés de parcourir des kilomètres, hiver comme été, pour rejoindre leur établissement ? Des enfants quittent les bancs de l'école pour tenter de subvenir à ses besoins les plus élémentaires et quelquefois aux besoins de toute la famille. Vendeur de galettes ou de cigarettes sous un soleil de plomb ou sous une pluie battante, laveur de pare-brise, travailleur dans des champs, ser-

veurs dans des cafés, pis encore le spectacle de ces enfants réduits à côtoyer détritiques et ordures ménagères dans les décharges publiques pour ramasser des produits recyclables pour les revendre. L'absence de statistiques et de chiffres sur la situation des enfants qui travaillent en Algérie ne renseigne guère sur la réalité de ce phénomène. Le pays est outillé d'instruments juridiques réprimant toute sorte d'abus sur les enfants et bien que ces derniers soient protégés par des lois, ils restent toutefois pénalisés par une situation sociale qui perturbe leur épanouissement, les prive de leur enfance et les marque par l'expérience d'un travail précoce. L'Organe national

pour la protection et la promotion de l'enfance a reçu, depuis le début de l'année en cours, 1.480 signalements concernant des cas d'atteinte aux droits des enfants via le numéro vert 11-11 et 500 cas d'atteinte aux droits des enfants en période de confinement, selon Meriem Cherfi.

UNE LOI POUR PROTÉGER L'ENFANT DES RAPTS

En cette journée internationale des Droits de l'enfance tous se remémorent les victimes de la cruauté : Chaïma, Haroun, Youcef, Yacine qui avaient subi des tortures corporelles et des sévices sexuels puis tués. Le 20 novembre est une occasion pour se recueillir à leur mémoire mais aussi pour se mobiliser plus que jamais afin de circonscrire ces comportements. Les autorités publiques ont mis en place de nouvelles mesures préventives s'articulant autour de la sensibilisation, la prévention et le traitement judiciaire contre les auteurs de ces crimes. Un projet de loi a d'ailleurs été adopté par l'APN qui revoit certaines dispositions du code pénal, notamment le durcissement des peines à l'égard des auteurs de ces crimes allant jusqu'à l'application de la peine de mort. De nombreux progrès ont été enregistrés en matière des droits des enfants, notamment dans l'éducation et la santé. Le taux de mortalité a considérablement reculé.

EL WATAN :

PLUSIEURS PRÉSIDENTS D'APC ONT ÉTÉ RAPPELÉS À L'ORDRE CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES-COVID-19 :

Un fonds financier exceptionnel octroyé

Une enveloppe financière sera utilisée pour l'acquisition du matériel qui permettra de mieux appliquer le protocole sanitaire mis en place. Cette enveloppe sera versée dans le dernier exercice financier de 2020. Elle sera utilisée pour l'acquisition du matériel qui permettra de mieux appliquer le protocole sanitaire mis en place, dont le suivi ne fait malheureusement pas l'unanimité. Un fonds financier exceptionnel est désormais alloué aux établissements scolaires, tous paliers confondus. Selon la circulaire du ministère de l'Éducation nationale, dont El Watan détient une copie, datée de mercredi passé, il s'agit plutôt d'une enveloppe exceptionnelle dégagée dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19. Cette enveloppe sera versée dans le dernier exercice financier de 2020. Elle sera utilisée pour l'acquisition du matériel qui permettra de mieux appliquer le protocole sanitaire mis en place, dont son suivi ne fait malheureusement pas l'unanimité. Il est question d'acquiescer, selon la circulaire, tout le matériel nécessaire, à savoir des thermomètres frontaux, des gels hydroalcooliques, des masques ou des lisières, de manière à permettre au personnel d'accomplir leurs missions dans des conditions favorables. L'opération de dispatching de ces ressources doit être achevée dans "les plus brefs délais", et les directeurs des ressources financières et matérielles "sont déjà instruits", selon le document du ministère. L'enveloppe destinée aux écoles primaires, indique la circulaire, sera versée dans la trésorerie des collèges ou des lycées, et c'est à ses derniers que revient la charge d'acquiescer le matériel essentiel en question.

Autrement dit, les écoles primaires recevront en finalité que le matériel nécessaire,

dans la mesure où leur gestion revient principalement aux APC. La distribution de ce matériel pour les écoles primaires, précise la note, se fera obligatoirement sous le contrôle et la supervision du directeur de l'éducation de la wilaya. D'ailleurs, on apprend, selon certaines sources que plusieurs P/APC ont été remis à l'ordre quant à la gestion et l'application du protocole sanitaire. Les walis étaient informés par des rapports détaillés du manque d'hygiène ou carrément d'absence de protocole sanitaire en vigueur par les directeurs d'éducation. Il existe réellement des difficultés de faire appliquer le protocole exigé, parfois à cause d'absence de moyens, comme l'eau et les agents de nettoyage. Avant même que ce fonds soit décidé, plusieurs syndicats ont réclamé une aide pour faciliter l'application des mesures exigées par le protocole. Ils partagent évidemment les mêmes craintes que les parents d'élèves qui "voient dans ces écoles un grand risque de contamination". Si certains s'accrochent à l'idée de fermer toutes les écoles, d'autres souhaitent au moins que ce protocole "soit rigoureusement appliqué". Ils appellent le mouvement associatif, dont les associations des parents d'élèves, les comités de quartiers ou autres à s'impliquer dans les campagnes de nettoyage des écoles. Dans ce sens, des initiatives ont été d'ailleurs prises dans plusieurs communes. Une tâche guère facile, quand on sait que 10 millions d'élèves sont aujourd'hui sur les bancs de l'école.

Même au ministère de l'Éducation, on apprend aussi qu'il est actuellement fonctionnel qu'avec 10% de son effectif, beaucoup de cas de contamination ont été enregistrés. Le ministère de l'Éducation ne communique par contre pas le nombre des cas des contaminations. Il "dément" toutes les informations rela-

tant le nombre de cas en milieu scolaire. Il n'y a pas de recensement, du moins pour le moment, apprend-on d'une source proche du ministère.

"UNIFICATION" DU VOLUME HORAIRE ET AUCUNE SUPPRESSION DE MATIÈRES

Au vu de la situation pandémique, il a été décidé "d'unifier" le volume horaire des cours dispensés et de réaménager d'autres. Dans une note du ministère de l'Éducation nationale, les directeurs d'éducation et les chefs d'établissement sont instruits d'appliquer le nouveau timing et emploi du temps, selon lequel le volume horaire "était unifié" de manière à permettre à chaque élève, tout palier confondu, d'avoir une "répartition équitable" des cours, surtout que plusieurs établissements appliquent le système de double vacation. La note offre, par contre, une flexibilité aux directeurs des établissements de "réaménager" ce timing selon la spécificité de son école. Le document du ministère - pas trop "apprécié" par les syndicats et les enseignants, qui y voient "une surexploitation" et la négligence de certaines matières - ne précise pas la suppression d'une quelconque matière. Le tableau joint à la note fait référence au volume horaire obligatoire de toutes les matières avec un léger réaménagement, comme pour la musique et l'éducation sportive qui passent désormais à une séance par semaine. La note en question insiste aussi sur la nécessité de respecter le volume horaire dispensé pour chaque enseignant. Une seule particularité est soulignée : l'enseignement de la spécialité de gestion et économie au secondaire, où généralement un seul enseignant est affecté pour plusieurs divisions pédagogiques.

ERE JOE BIDEN :

À quoi doit s'attendre le Maghreb ?

Sous Donald Trump, les relations entre les États-Unis et les pays du Maghreb ont connu des hauts, des bas... et surtout une stagnation marquée par l'indifférence du businessman républicain. Maintenant que Joe Biden lui succède, de nouvelles cartes pourraient être jouées. Décryptage d'experts.

"America first!" L'Amérique d'abord, ce slogan que criait à hue et à dia Donald Trump lors de sa campagne en 2016, il l'aura donc appliqué à sa politique étrangère tout au long de son mandat. En particulier avec les pays du Maghreb. Durant ses quatre années d'exercice du pouvoir qui devraient s'achever officiellement le 20 janvier prochain, le Président américain ne s'est jamais rendu dans la région. Il n'a même jamais mentionné le Maroc, l'Algérie, la Tunisie ou la Mauritanie dans un discours ou une interview. Seule la Libye a été évoquée dans l'une de ses déclarations sur la crise politique dans ce pays.

C'est sûrement pour ces raisons que nombre de Maghrébins ont été plus attentifs à la présidentielle américaine 2020, les décomptes interminables des voix et les polémiques à répétition entre Républicains et Démocrates. Maintenant, ils ont hâte de voir la politique étrangère des États-Unis changer à la faveur du Maghreb sous l'ère nouvelle de Joe Biden.

Avec un Donald Trump imprévisible, les pays de cette région étaient cantonnés dans un angle mort du viseur du 45^e président des États-Unis, la diplomatie trumpiste étant nettement hostile au multilatéralisme et à la coopération internationale. À l'opposé, le démocrate Joe Biden a promis de restaurer le leadership américain et de réaffirmer l'attachement des États-Unis au multilatéralisme. Ses ambitions sont claires dans ce sens. "Je leur ai dit [à six dirigeants mondiaux lors d'appels téléphoniques, ndlr] que l'Amérique était de retour sur la scène internationale. Leur réponse a été très enthousiaste [...] donc j'ai confiance, nous allons réussir à restaurer le respect dont l'Amérique jouissait auparavant", avait affirmé le Président élu de 77 ans lors d'un point de presse organisé mardi 10 novembre. Interrogé sur la



question, Yahia Zoubir, directeur de recherche en géopolitique à la Kedge Business School (Marseille, France), chercheur-résident au Brookings Doha Center (Qatar) et auteur de plusieurs études sur les relations maghrebo-américaines, explique au micro de Sputnik qu'il ne faut pas "exagérer la portée de l'inflexion de la politique américaine".

CHANGEMENTS DANS LA CONTINUITÉ

Selon lui, Joe Biden n'inversera pas le cours de la relation avec le Maghreb. L'expert estime que la région n'est "pas prioritaire" pour les États-Unis et que les intérêts du pays de l'Oncle Sam ne varient pas d'une seule élection à l'autre.

"Il y aura certainement un changement de style, des évolutions de ton. Le discours de Biden sera forcément plus châtié, plus diplomatique avec le Maghreb. Mais même s'il met un peu de multilatéralisme dans sa politique étrangère, l'ancien vice-président d'Obama ne risque pas d'aller à l'encontre de la tradition américaine qui sacralise la défense des intérêts nationaux", souligne le chercheur algérien.

Même pronostic du côté de Sarah Yerkes. Membre de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, cette spécialiste américaine du Maghreb approchée par Sputnik ne voit pas venir de changements fondamentaux sous le mandat de Biden. Pour elle, il y aura tout juste plus de nuances dans la gestion des dossiers régionaux par voie diplomatique et par le dialogue.

GUERRE D'INFLUENCE

Même s'il ne saurait y avoir de changement que dans la continuité, le Démocrate a un curriculum vitae riche qui le démarque clairement de Donald Trump, relève Yahia Zoubir. Fort de ses 40 ans d'expérience au sein des institutions de Washington, Joe Biden connaît déjà bien le Maghreb. "Il était vice-président lors du déclenchement des révoltes du Printemps arabe de 2010-2011, ce qui lui a valu des voya-

"Joe Biden est plus susceptible de travailler avec les acteurs maghrébins de la société civile et les partisans de la démocratie de la région. Son but serait de répandre davantage l'influence américaine dans les pays du Maghreb"

ges et missions au Maroc (en 2014) et en Tunisie (en 2015). D'où sa réputation d'expert de la région", rappelle le géo politologue. C'est cette expérience qui pourrait le pousser, selon notre interlocuteur, à rebattre les cartes politiques dans la zone en étant plus actif que son prédécesseur.

"Au lieu de s'impliquer directement dans des processus au sein des pays maghrébins en investissant dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et de gouvernance locaux, Joe Biden va plutôt adopter une approche démocrate classique, orientée vers la défense des droits de l'Homme. Une question pour laquelle Donald Trump n'a jamais caché son désintérêt et que Joe Biden utilisera dans une tentative de rétablir l'autorité morale des États-Unis au Maroc, en Algérie et en Tunisie, et contrer ainsi les influences grandissantes russe et chinoise", décrypte le spécialiste.

Une éventualité que n'écarterait pas la chercheuse américaine de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, en réponse aux questions de Sputnik. Pour elle, l'administration Biden pourrait changer d'interlocuteurs privilégiés:

"Joe Biden est plus susceptible de travailler avec les acteurs maghrébins de la société civile et les partisans de la démocratie de la région. Son but serait de répandre davantage l'influence américaine dans les pays du Maghreb", détaille-t-elle.

Sur le plan économique, le nouveau locataire de la Maison-Blanche ne risque pas là non plus de trop faire bouger les lignes. "La raison est simple: les pays maghrébins ne sont pas les champs de prédilection des acteurs économiques américains, en l'absence d'un marché intégré maghrébin", analyse Yahia Zoubir.

"GROWTH FIRST!"

"La croissance d'abord." L'administration Biden ne va pas non plus révolutionner l'approche économique américaine marquée par la quête de la croissance à tout prix. Il sera lui aussi obligé de défendre les intérêts des entreprises nationales, mais il le fera de façon plus apaisée.

"Les relations commerciales dans le domaine des hydrocarbures entre les États-Unis et l'Algérie sont assez importantes. Les États-Unis se sont engagés à aider ce pays dans sa volonté de poursuivre des réformes et encourager le secteur privé et le start-up. Les Américains fournissent aussi à la Tunisie un appui économique et sécuritaire conséquent et soutiennent la transition démocratique dans cet État depuis 2011. Le Maroc reçoit également une aide américaine appréciable de 750 millions de dollars, et 450 millions de dollars par le biais de deux pactes du programme "US Millenium Challenge". Les deux pays ont même un accord de libre-échange depuis 2004", schématise le directeur de recherche en géopolitique à la Kedge Business School.

"Dans tous ces dossiers, l'administration Biden pourra poursuivre le travail démarré par Barack Obama qui n'a pas évolué sous l'administration Trump", conclut-il.

Sur ce point, Sarah Yerkes va plus loin en avançant la possibilité pour l'administration Biden de mettre en place un accord de

libre-échange entre les États-Unis et la Tunisie. "Le Sénat appuie déjà une telle entente, ce qui pourrait accélérer le processus", signale-t-elle.

QUID DES DOSSIERS BRÛLANTS?

Face à l'autoritarisme et aux violations des droits de l'Homme, l'élu démocrate est un peu plus regardant que son futur prédécesseur républicain.

Toutefois, "Joe Biden et son équipe des affaires étrangères veulent tenter de rester à l'écart de la plupart des conflits qui divisent la région car leur souhait pour la politique étrangère du pays est de réduire les enchevêtrements américains dans la zone MENA*", explique la chercheuse à la fondation Carnegie Endowment for International Peace. "Mais cela ne veut pas dire que l'administration démocrate va feindre d'ignorer les gros sujets qui s'imposeront", nuance-t-elle.

"La présidence Biden va plutôt travailler plus étroitement avec les alliés et partenaires américains en Europe et avec des organisations multilatérales pour tenter de dénouer la crise libyenne ou l'inextricable conflit du Sahara, par exemple", conclut Yerkes.

Yahia Zoubir abonde dans le même sens en décortiquant les enjeux des conflits maghrébins pour le pays de l'Oncle Sam.

Pour la Libye, "Joe Biden s'était opposé à l'intervention militaire de 2011 et n'accordera donc pas de priorité à ce pays, sauf s'il y a une menace sécuritaire due à une réémergence de Daesh*", soutient le spécialiste. Cependant, "il se peut que le retour au multilatéralisme que prône Joe Biden signifie que les États-Unis fournissent un appui diplomatique pour la résolution du conflit, surtout si les Européens arrivent à se regrouper autour d'une politique cohérente à l'égard de la Libye. Si c'est le cas, les Américains pourraient apporter une aide accrue, notamment face au rôle grandissant que jouent la Russie et la Turquie dans la région", poursuit-il.

Pour ce qui est du conflit du Sahara, "les États-Unis sous Biden pourraient plaider pour une résolution politique tout en soutenant le Maroc. La position du futur locataire de la Maison-Blanche est moins tranchée que celle de la France qui fournit un appui inconditionnel au royaume. Mais là encore, il y aura continuité dans l'approche américaine même si les derniers événements d'El-Guerguerat pourraient pousser le pays à jouer un rôle plus actif au sein du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'éviter une déstabilisation dans la région qui s'ajouterait au conflit libyen", argumente Yahia Zoubir, avant de conclure sur une autre différence d'approche entre Biden et Trump : le premier ne risque pas de faire pression sur les pays arabes pour la normalisation avec Israël comme l'avait fait le second.

"Le Président élu se focalisera davantage sur des négociations de paix entre les Israéliens et les Palestiniens", prédit-il.

PANDÉMIE :

Les vaccins anti-Covid, une lumière au bout du "tunnel" des restrictions

L'alliance Pfizer/BioNTech a comme attendu déposé vendredi aux Etats-Unis une demande d'autorisation de son vaccin contre le Covid-19, une bouée à laquelle se raccrochent les populations confrontées à de nouvelles restrictions à travers le monde face à la flambée des contaminations.

Dix mois seulement après le séquençage du nouveau coronavirus, cette demande marque pour le PDG de Pfizer Albert Bourla "une étape cruciale" dans la quête effrénée d'un vaccin. Et une autre société américaine, Moderna, devrait faire de même très prochainement. De quoi espérer que les premiers vaccins contre le Covid-19 puissent commencer à être distribués dès le mois de décembre aux Etats-Unis et dans l'Union européenne s'ils obtiennent rapidement le feu vert des autorités sanitaires concernées. Pfizer/BioNTech et Moderna ont annoncé une efficacité de l'ordre de 95% pour leurs vaccins, dont des centaines de millions de doses ont déjà été réservées par différents gouvernements. Autre lueur d'espoir: les personnes contaminées sont très peu susceptibles de contracter de nouveau la maladie dans les six mois suivant l'infection, selon une étude de l'université britannique d'Oxford et des hôpitaux universitaires d'Oxford présentée vendredi. La plus grande ville du Canada, Toronto, et une grande partie de sa banlieue seront placées en "confinement" à partir de lundi. Les Nord-



Irlandais seront eux confinés deux semaines supplémentaires, tandis que les pubs et restaurants de plusieurs régions écossaises ont fermé leurs portes vendredi soir pour trois semaines. Aux Etats-Unis, l'épidémie est en phase "exponentielle", avec plus de 200.000 nouveaux cas et 2.200 morts sur 24 heures, un seuil qui n'avait plus été atteint dans le pays depuis des mois.

AMENDES ET COUVRE-FEU EN INDE

Plus de 56,8 millions de cas et 1,36 million de morts ont été officiellement recensés dans le monde depuis le début de la pandémie, selon un bilan établi par l'AFP. Parmi les pays les plus touchés, l'Inde a franchi la barre des neuf millions de cas, et déplore officiellement plus de 132.000 morts. Des chiffres largement sous-évalués, estiment de nombreux experts. Les attroupements dus à la fête de Diwali samedi dernier y ont provoqué une reprise inquiétante des contagions. Après un confine-

ment très strict en mars puis une levée progressive, des restrictions commencent à être réintroduites dans le pays. A New Delhi, les autorités ont décidé de quadrupler l'amende infligée à ceux qui ne portent pas le masque, tandis que celles d'Ahmedabad, principale ville de l'Etat du Gujarat, ont imposé à partir de vendredi un couvre-feu nocturne pour une durée indéfinie, doublé d'un confinement total ce week-end. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recommandé vendredi de ne pas administrer de remdesivir aux malades du Covid-19 hospitalisés. Ce médicament, très cher et comportant d'importants effets secondaires, n'évite ni des morts, ni des formes graves de la maladie, a-t-elle déclaré. L'OMS s'est par ailleurs félicitée d'une baisse des cas hebdomadaires en Europe la semaine dernière, mais les décès ont continué d'augmenter et la prudence reste de mise.

PIC PROBABLEMENT

FRANCHI EN FRANCE

La Suède, qui a mené une stratégie moins stricte qu'ailleurs sur le Vieux Continent, a enregistré vendredi un nouveau record quotidien de contaminations. Des campagnes massives de dépistage vont être menées en Autriche, qui a commandé sept millions de tests antigéniques, et dans le Sud-Tyrol, région autonome de l'extrême nord de l'Italie. En France, le pic de la seconde vague a vraisemblablement été franchi, ont fait savoir les autorités sanitaires, un responsable évoquant même une "sortie du tunnel" avec l'arrivée prochaine des vaccins. Une bouffée d'air dont aura besoin le secteur aérien, plongé par la pandémie dans une crise historique. L'Association internationale du transport aérien, qui tient à partir de lundi par visioconférence sa 76e Assemblée générale, évalue la baisse du trafic cette année à 66% et considère que le trafic aérien mondial ne retrouvera pas son niveau de 2019 avant 2024.

SELON UNE ÉTUDE :

Le régime méditerranéen réduirait de 30% le risque de diabète

Selon une récente étude, les femmes qui suivent un régime méditerranéen ont 30% de risque en moins de souffrir d'un diabète de type 2 que celles qui ont adopté une autre alimentation. Un trait d'huile d'olive, des fruits frais, des légumes de saison, des légumineuses, de la viande blanche, du poisson, voici le menu idéal d'une alimentation méditerranéenne. Bonne pour la santé et saine dans l'assiette, cette diète possède bien des atouts. À son efficacité pour réduire l'apparition de maladies cardiaques, les chercheurs viennent d'ajouter un nouveau bienfait. Selon une étude menée par une équipe du Brigham and Women's Hospital, les femmes qui suivent ce régime alimentaire auraient 30% de risque de moins de développer un diabète de type 2 que les autres. Pour parvenir à ces conclusions, les chercheurs ont analysé les données de plus de 25 000 participants issus d'une cohorte. Les conclusions ont été publiées dans JAMA Network Open. Pour parvenir à cette conclusion, l'équipe médicale a examiné plusieurs biomarqueurs. De plus, les femmes ont rempli des questionnaires de fréquence alimentaire, des questions sur leur mode de vie, les anté-

cédents médicaux, la démographie, etc. Toutes les participantes ont également fourni des échantillons de sang.

CHANGER SON ALIMENTATION POUR PRENDRE SOIN DE SA SANTÉ

"Nos résultats soutiennent l'idée qu'en améliorant leur régime alimentaire, les gens peuvent améliorer leur risque futur de diabète de type 2, en particulier s'ils sont en surpoids ou s'ils souffrent d'obésité", a déclaré l'auteure correspondante Samia Mora, MD, MHS, des divisions de Brigham's Preventive Medicine, médecine cardiovasculaire et professeure agrégée à la Harvard Medical School. "Une grande partie des avantages que nous constatons peut s'expliquer par quelques voies. Et il est important de noter que bon nombre de ces changements ne se produisent pas tout de suite - alors que le métabolisme peut changer sur une courte période de temps, notre étude indique que là sont des changements à plus long terme qui peuvent fournir une protection sur des décennies". Dans cette étude, l'équipe a attribué un score d'alimentation de 0 à 9 avec des points attribués pour une consommation élevée de

fruits, de légumes, de céréales complètes, de légumineuses, de noix et de poisson. Elle a ensuite mesuré de nombreux biomarqueurs comme le cholestérol. Sur plus de 25 000 participantes à cette étude, 2 307 ont développé un diabète de type 2. Les participantes avec un score plus élevé au début de l'étude (scores supérieurs ou égaux à 6) ont développé moins de diabète que ceux avec des scores inférieurs. Un effet observé chez les participantes avec un indice de masse corporelle supérieur à 25. Les biomarqueurs de la résistance à l'insuline semblent être le principal facteur de réduction du risque, suivis des biomarqueurs de l'indice de masse corporelle, des mesures des lipoprotéines de haute densité et de l'inflammation. "La majeure partie de ce risque réduit associé au régime méditerranéen et au diabète de type 2 a été expliquée par les biomarqueurs liés à la résistance à l'insuline, à l'adiposité, au métabolisme des lipoprotéines et à l'inflammation", détaille le premier auteur Shafqat Ahmad, Ph.D., chercheur en épidémiologie moléculaire. Des découvertes qui pourraient impacter la prévention de l'apparition de certaines maladies comme le diabète.

ACCUSÉ DE PROFÉRER DES "FADAISES" :

Le Pr Raoult riposte contre son homologue du CHU de Grenoble

Le professeur Raoult a déposé plainte pour diffamation contre son homologue du CHU de Grenoble qui l'avait accusé d'avoir "bidonné" son étude sur l'hydroxychloroquine. Le professeur Didier Raoult a porté plainte pour diffamation contre Jean-Paul Stahl, professeur de maladies infectieuses au CHU de Grenoble, après que celui-ci l'a notamment accusé de proférer des "fadaises" et d'avoir "bidonné" son étude sur l'hydroxychloroquine, a-t-on appris auprès de son avocat vendredi. "Nous avons déposé plainte avec constitution de partie civile devant le tribunal judiciaire de Marseille suite aux propos injurieux et diffamatoires de M. Stahl lors d'un entretien à CNews en août", a précisé à l'AFP Me Brice Grazzini, l'un des avocats du professeur Raoult, le directeur de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection. M. Stahl est l'ancien président de la Société de pathologie infectieuse de langue française (SPILF), une société savante à l'origine d'une plainte contre le professeur Raoult devant le conseil de l'ordre des médecins, a souligné Me Grazzini. La Spilf reproche plusieurs entorses déontologiques au directeur de l'IHU Méditerranée Infection liées à sa promotion de l'hydroxychloroquine dans le cadre du traitement des malades du Covid-19. Dans le cadre de ce dossier M. Raoult va comparaître devant la chambre disciplinaire du Conseil de l'ordre en Provence-Alpes-Côte d'Azur, à une date pour l'instant non précisée.

PLUSIEURS PLAINTES DÉPOSÉES DEPUIS FIN JUILLET

Cette plainte en diffamation déposée vendredi suit une première plainte de Didier Raoult, fin octobre, sur le même fondement, contre la professeure Karine Lacombe, cheffe du service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine à Paris, également devant le tribunal judiciaire de la cité phocéenne.

Le professeur Raoult a également porté plainte, jeudi, contre le vice-président de l'Ordre des médecins des Bouches-du-Rhône, pour "non confraternité", suite à une cinquantaine de tweets de celui-ci le dénigrant.

Fin juillet, le professeur Raoult avait déposé une première plainte, "pour dénonciation calomnieuse", contre Martin Hirsch, le directeur des hôpitaux de Paris (AP-HP). Celui-ci l'avait accusé d'avoir fait un "faux témoignage" lors de son audition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale le 24 juin.

6,35 millions LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

(BAD) a mobilisé 6,35 millions de dollars supplémentaires en faveur d'un projet d'amélioration de l'accès à la formation professionnelle au Niger, a indiqué l'institution panafricaine sur son site web.

Les houthis, prochaine cible de l'administration Trump ?

Selon différentes sources, les rebelles yéménites, proches de Téhéran, pourraient être inscrits sur la liste américaine des "organisations terroristes" dans les prochains jours.

Les houthis seront-ils les prochains à faire les frais de la campagne de "pression maximale" de l'administration de Donald Trump contre l'Iran ? Selon des sources diplomatiques citées lundi par le magazine américain Foreign Affairs, l'équipe du président des États-Unis sortant serait en train de préparer l'inscription des rebelles yéménites sur la liste américaine des "organisations terroristes". Ces informations ont été confirmées hier par plusieurs hauts responsables à l'AFP. Le groupe, également appelé Ansarullah et soutenu par Téhéran, est l'un des deux protagonistes principaux du conflit yéménite avec le gouvernement de Abd Rabbo Mansour Hadi, appuyé quant à lui par une coalition menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Selon les différentes rumeurs qui circulaient ces derniers jours, la décision américaine pourrait être annoncée pendant le G20 qui doit se tenir virtuellement ce week-end sous la présidence de Riyad ou lundi au cours de la visite du secrétaire d'État américain Mike Pompeo en Arabie saoudite, dernière étape de sa tournée dans la région. Si ce n'est pas la première fois que cette action est évoquée, elle ferait aujourd'hui figure de cadeau, avant le départ de Donald Trump, pour le royaume saoudien, allié de Washington enlisé dans le conflit depuis cinq ans et qui craint de voir les rebelles s'installer de manière permanente à ses frontières.

Alors que le Yémen est ravagé par la guerre depuis six ans, les houthis se sont emparés de la capitale Sanaa en 2014 et contrôlent aujourd'hui de larges pans de territoire dans le nord du pays. Contrairement à ce que l'Arabie



saoudite et ses alliés avaient prévu, le soutien matériel de l'Iran aux houthis a augmenté au lieu de diminuer en conséquence du conflit au Yémen", note Elisabeth Kendall, chercheuse en études arabes et islamiques au Pembroke College de l'Université d'Oxford, interrogée par L'Orient-Le Jour.

ESPOIRS IRRÉALISTES

La décision de désigner les rebelles yéménites comme "terroristes" s'inscrirait alors dans le sillage des sanctions en préparation contre la République islamique, bête noire de Washington, et ses proxys dans la région. Tablant sur une diplomatie de la force, Donald Trump s'évertue à intensifier la pression sur le régime iranien avant l'investiture en janvier du président élu Joe Biden. Une stratégie qui a été décrite par les houthis alors que cette décision serait prise par un président sortant pendant la période de transition. "S'il désigne Ansarullah comme une organisation terroriste, cela viendra d'une personne non compétente qui est en train de devenir complètement dingue", a dénoncé hier à l'AFP Sultan al-Samee, vice-président du Conseil politique d'Ansarullah. Si Joe Biden et son équipe ont d'ores et déjà manifesté leur volonté d'opter pour un ton plus modéré à l'égard de Téhéran et de s'engager de manière plus active sur le plan diplomatique pour trouver une issue au conflit yéménite, les actions de l'admini-

stration Trump pourraient leur compliquer la tâche. "Une désignation "terroriste" des houthis compliquerait considérablement l'engagement des États-Unis dans les négociations. Des dérogations seraient requises pour les diplomates américains pour rencontrer des représentants houthis", commente pour L'OLJ Gerald Feierstein, ancien ambassadeur des États-Unis au Yémen de 2010 à 2013 et vice-président du Middle East Institute. "Cela rendrait vraisemblablement les houthis moins disposés à participer à des négociations incluant des représentants américains", ajoute-t-il.

Classé comme groupe "terroriste" par le royaume saoudien depuis 2014, faisant déjà l'objet de sanctions américaines et onusiennes, les houthis ne devraient pas être frappés de plein fouet par la nouvelle décision de Washington, mais leurs actions dans le conflit yéménite pourraient être un peu plus mises en lumière. Entre autres, le groupe est régulièrement décrié pour ses exactions contre les civils, notamment contre les femmes et les journalistes, et ses opinions suprématistes, souligne Elisabeth Kendall. "Cependant, il convient de souligner que le groupe n'est pas le seul gouvernement de la région à cocher ces cases", nuance-t-elle. Hier, le ministre yéménite de l'Information, Moammar al-Eryani, a estimé que les houthis doivent être placés sur la liste américaine pour "leurs violations

visant des civils, leurs incitations au sectarisme et leurs attaques contre les voisins" du Yémen.

RISQUE HUMANITAIRE

Cette désignation pourrait toutefois ralentir un peu plus le processus de paix et les pourparlers menés par l'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths. Si des accords et des trêves ont été conclus entre les belligérants à de multiples reprises, ils n'ont pas fait long feu. "L'espoir est peut-être que cela ferait pression sur les houthis afin qu'ils fassent les compromis nécessaires pour parvenir à un cessez-le-feu et à la paix. Cela semble irréaliste, surtout quand, en tant que "terroristes", ils auraient peu d'espoir de participer à un futur gouvernement de partage du pouvoir", anticipe Elisabeth Kendall. "La désignation est plus susceptible de jouer entre les mains des extrémistes houthis et de perpétuer le conflit", remarque-t-elle. Cette mesure pourrait aussi empêcher les responsables rebelles de voyager et de prendre part à des négociations à l'étranger.

"Oman, en particulier, pourrait être sous pression pour mettre fin à la présence des houthis à Mascate", souligne Gerald Feierstein.

La décision fait également débat entre les représentants du Congrès américain et suscite de nombreuses inquiétudes du côté des ONG dont le travail sur terrain pourrait se retrouver gravement entravé et dont le personnel pourrait être pris à parti. Alors que les rebelles yéménites sont les autorités de facto dans des parties du nord du pays, les équipes humanitaires doivent travailler à leurs côtés dans les zones sous leur contrôle pour obtenir des laissez-passer, permettre la mise en place de projets ou encore la fourniture d'aide alimentaire. Le recours au système bancaire local, le paiement des salaires ou encore la distribution

d'aides financières pourraient également être mis à mal. Pour les ONG, les défis sont multiples alors que 80 % de la population dépend de l'aide humanitaire et que la pandémie de Covid-19 est venue se greffer cette année au risque de famine. "En tant qu'acteurs humanitaires, si cette désignation se concrétise, nous demandons (la mise en place d') une "licence générale", indique Sultana Begum, responsable de plaidoyer pour le Yémen au Norwegian Refugee Council, contactée par L'OLJ. "Ceci fournit une assurance légale et des garanties que, en tant qu'acteurs humanitaires, nous serons en sécurité dans les zones contrôlées par Ansarullah, que nous pouvons continuer à fournir de l'aide et que nous ne serons pas criminalisés ou poursuivis pour avoir effectué des travaux vitaux", explique-t-elle.

Par anticipation à la mesure dont les conséquences restent encore incertaines, plus d'une douzaine d'employés américains des Nations unies et d'agences internationales au Yémen ont été transférés temporairement hors des zones contrôlées par les houthis, a rapporté hier le magazine américain Foreign Affairs. Lundi soir, un message avertissant les agences de secours du caractère probablement imminent de la décision a été envoyé par l'ONU, provoquant l'appréhension des équipes humanitaires. "Bien que (les implications) ne seront probablement pas trop sévères - un enlèvement par exemple -, elles pourraient entraîner une restriction de mouvement. Ceux qui souhaitent quitter Sanaa pour Aden ou Addis-Abeba sur le vol de mercredi (seront) accommodés", indique le message. Contacté par l'AFP, un responsable d'une organisation humanitaire a toutefois constaté que "jusqu'à-là, malgré certaines informations, il n'y a pas de retrait des employés".

L'Orient Le Jour

Post scriptum

Par B. Chellali

Il arrive qu'une certaine opinion se laisse trop facilement prendre au jeu de la subversion politicienne, et c'est ce qui arrive en ce moment parce qu'il s'agit tout simplement de l'élan de l'Algérie prospère et sereine et qu'il fallait à un moment donné ternir son image. Tout Algérien conscient de son propre avenir et celui de ses enfants sait qu'aussi longtemps que le pays suivra la route de la démocratie et le chemin sûr de son développement durable dans un climat de stabilité, les manœuvres sournoises se poursuivront pour empêcher la société algérienne de s'inscrire dans son temps et de s'émanciper. C'est le vouloir pressant de tous, les jeunes en particulier qui suivent avec intérêt les différents changements qui s'opèrent et qui s'opéreront davantage avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution. Chacun et tous aspirent au progrès social et économique et à davantage de justice sociale, de liberté, et plus encore à une meilleure gouvernance. La démocratie, la liberté, la justice et l'Etat de droit sont autant de

L'image de l'Algérie devient un enjeu politique pour certains

revendications légitimes que nul ne saurait ignorer. Mais ne devrait-on pas éviter ces dérives ennuyeuses, ces incitations à l'anarchie, au désordre public au détriment de la stabilité socio-politique et des défis sensibles et vitaux à surmonter.

Il n'y a que ceux qui ne font rien qui peuvent se passer de critiques et qui ne peuvent être utiles à aucun moment. Les agitations du moment sont à situer dans des considérations politiques et à dessein tant elles ne perçoivent jamais la réalité. Autrement dit, il s'agit en tout état de cause, de se méfier de ce discours qui n'a aucun lien étroit avec les aspirations populaires.

Les jugements que l'on porte sur le bilan post-22 février 2019 peuvent être bons ou mauvais. Il arrive qu'une certaine opinion se laisse trop facilement prendre au jeu de la subversion politicienne, et c'est ce qui arrive en ce moment parce qu'il s'agit tout simplement de l'élan de l'Algérie prospère et sereine et qu'il fallait à un moment donné ternir l'image de marque.

Néanmoins et pour ce qui concerne la majorité des Algériens, l'essentiel c'est que le processus et l'action de redressement du pays sont placés dans le sens de l'Histoire de l'Algérie.

Cela compte et cela marquera aussi le lancement du chantier de l'édification de la nouvelle Algérie. Il ne faut pas se faire d'illusion, le commun des Algériens sait pertinent qu'aussi longtemps que l'Algérie baignera dans une stabilité retrouvée, les intrigues et les manœuvres, voire les complots continueront à se manifester, d'autant plus que le pays est dans une phase de reconstruction de l'édifice de l'Etat de droit. Aussi bien la renaissance nationale doit-elle continuer à travers une vigilance citoyenne accrue de tous, une vigilance de tous les jours qu'il est indispensable de renforcer davantage. Dans ces conditions, le peuple conscient doit s'organiser s'il veut éviter que d'autres mésaventures l'assaillent et de mettre un accent particulier sur la préservation et la consolidation de la cohé-

sion nationale, notamment face à ce qui se trame. Des tentatives qui dans leur essence seront fatales à l'ensemble de la société si elle ne parvient pas à agir dans l'unité pour s'assurer une place dans un monde qui n'a aucune considération pour les faibles.

Un monde mondialisé et protectionniste qui n'a d'égards, qu'envers ceux qui disposent de moyens leur garantissant une position de force et les mettent au service de leur dignité.

Cette unité voulue dans la diversité des opinions, se veut un fondement commun à même de cimenter la Nation autour de ses propres intérêts qui, à travers les mêmes mythes, les mêmes principes et les mêmes indicateurs socio-politiques et économiques, donne à l'art de l'Etat de droit, cette richesse flamboyante d'une Algérie prospère et sereine. Un sentiment d'appartenance qui est né peut-être des fondements de la nouvelle Loi fondamentale du pays.

B. C.